



Le parti de l'industrie, c'est le Parti socialiste

Editorial

Face à la désindustrialisation à l'œuvre, le chef de l'Etat fait du vent et son ministre délégué à l'industrie brasse de l'air.

Les sites de production ferment en nombre et les licenciements se multiplient. Pour l'exécutif, il s'agit de sauver les apparences. A l'Élysée, on tance les constructeurs automobiles qui délocalisent et les banquiers qui assèchent le crédit pour les PME. A Bercy, on s'indigne des pratiques de Total ou de ST Ericsson. On réprimande les dirigeants, on blâme les comportements. Et puis... rien. Il faut dire qu'à Matignon, le Premier ministre s'étrangle à voix basse : « depuis quand l'Etat dicte-il à l'économie ce qu'elle doit faire ? »

Pour le futur, l'usine à promesses tourne à plein régime – c'est même la seule qui marche en France... En témoigne le discours du chef de l'Etat à Mariégan, le 4 mars, en conclusion des « Etats généraux de l'industrie ». D'un côté, le saupoudrage des aides sans contreparties effectives et la multiplication des fonds dédiés. Là où il y aurait besoin d'un pôle public d'investissement industriel pour piloter une stratégie à long terme (structuration de filières, revitalisation de bassins, conversion technologique et écologique d'industries, synergie avec la recherche, la formation et l'université...), la droite défend l'opportunité des aides financières, des exonérations de cotisations sociales, des allègements fiscaux, ainsi que leur pseudo effet de ruissellement à l'ensemble de la chaîne de valeur. Voilà vingt ans que cette approche à échouer.

De l'autre côté, l'hypocrisie qui consiste à exiger des administrateurs de l'Etat qu'ils jouent leur rôle au sein des établissements bancaires afin de « libérer le crédit » alors même que le chef de l'Etat s'est montré incapable d'imposer, à l'automne 2008, cette exigence en échange du soutien de la puissance publique. Sans oublier la manière dont le Gouvernement a validé sans broncher les choix de Renault, Areva, EDF ou France Télécom, alors même qu'il est partie prenante de leur capital.

Co-productrice de la désindustrialisation, la droite retrouve de la voix et refait son unité dans la stigmatisation des 35 heures. Peu importe qu'Eurostat l'ait récemment établi : au dernier trimestre 2008, les salariés français travaillaient en moyenne 36,5 heures, les Allemands 36 heures, les Britanniques 35,5 heures, les Néerlandais 31,9 heures. La Commission européenne – peu suspecte de bolchévisme – a indiqué qu'en 2009, en pleine crise, un Français a produit 77 000 euros de richesse contre 60 000 pour un Allemand et 54 000 pour un Anglais.

Soyons sérieux. N. Sarkozy et l'UMP sont aux responsabilités depuis... 2002 ! Ces huit dernières années, un demi-million d'emplois industriels ont été supprimés dans notre pays. Pour mémoire, entre 1997 et 2002, 70 000 avaient été créés. Aujourd'hui, l'industrie ne représente plus que 16 % de la valeur ajoutée contre 30 % en Allemagne. Des revers retentissants confirment ce déclin : que le nucléaire coréen soit préféré à l'EPR français à Abu Dhabi ou que le TGV de Siemens l'emporte sur celui d'Alstom en Chine n'est ni anecdotique ni accidentel.

Pour stopper cette spirale du déclassement industriel, le Parti socialiste a présenté 54 propositions pour « refaire de la France une grande nation industrielle » et « proposer aux Européens un modèle de production social-écologique ». C'est le résultat d'un an de travail du secrétariat national à l'industrie, aux entreprises et aux NTIC, en lien avec les camarades des groupements et sections d'entreprise, les organisations syndicales qui nous ont sollicités, nos parlementaires et élus locaux. Qu'ils soient ici chaleureusement remerciés de leur aide. C'est aussi le prolongement du plan de relance du PS, du plan pour l'avenir de la filière automobile, des séminaires de travail consacré aux grandes entreprises publiques et aux PME-PMI.

Dans cette newsletter, vous pourrez lire une synthèse de ces propositions. Et ce message fort : il n'y a pas d'économie forte sans industrie forte ; pas d'industrie sans puissance publique à l'initiative et sans Europe à la hauteur.

Guillaume BACHELAY
Secrétaire national à l'industrie,
aux entreprises, aux NTIC
Conseiller au Projet auprès
de la Première secrétaire



Refaire de la France une grande nation industrielle, proposer aux Européens un modèle de production social-écologique

Agir face à la crise, préparer les emplois de demain :
les propositions du Parti socialiste

L'industrie en crise

L'industrie française connaît une crise durable et profonde qui a pour conséquence une désindustrialisation massive.

Entre 2002 et 2008, près de 500 000 emplois ont été détruits dans l'industrie, ce qui représente une baisse de près de 12% des effectifs. Depuis 2009, 54 000 emplois ont été supprimés dans le seul secteur de l'automobile.

Résultat : aujourd'hui, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée en France s'élève à 16%, soit le même niveau que la Grande-Bretagne. On a souvent dit que la Grande-Bretagne avait sacrifié son industrie. Nos deux pays sont, en fait, au même niveau de désindustrialisation. Ce chiffre est de 30% en Allemagne et de 22,4% pour l'ensemble de la zone euro.

Pour comprendre cette situation, il suffit de regarder les indicateurs, qui sont tous au rouge :

- déficit massif d'investissement – 100 milliards d'euros par an sur un investissement total de 422 milliards en 2008, - dépenses de recherche et de développement trop faibles – 1,9% du PIB en France contre 2,4% en Allemagne et 2,5% aux Etats-Unis,

- trop peu d'entreprises de taille intermédiaire, capables d'exporter et d'investir dans la recherche et l'innovation.

Les revers récents dans des domaines constituant pourtant les points forts de notre industrie sont les signes les plus visibles d'une crise à tous les étages : le TGV de Siemens préféré à celui d'Alstom en Chine; le nucléaire coréen plutôt que l'EPR français à Abu Dhabi; l'allemand OHB plutôt qu'Astrium, la filiale d'EADS, pour la première tranche de

14 satellites du projet Galiléo, le « GPS européen ». Sans oublier l'échec du Rafale au Maroc et les difficultés de l'A400M...

La perte de substance industrielle est la principale cause de la crise

Cette situation s'explique aussi par la conviction longtemps partagée par de nombreux responsables que la désindustrialisation n'était pas un problème. Dans l'esprit de beaucoup, la diminution de l'emploi industriel devait être compensée par une hausse dans les services. Les mêmes expliquaient que les métiers de conception resteraient en France alors que toute la production pourrait être délocalisée. C'était le mythe des « usines sans ouvriers », pour reprendre l'expression malheureuse mais ô combien significative, de l'ancien PDG d'Alcatel.

En fait, la disparition de l'industrie entraîne une dégradation du commerce extérieur, une panne du pouvoir d'achat, la précarisation des salariés, bref une crise sociale. Quand l'industrie régresse, c'est l'ensemble de l'économie qui souffre et qui se révèle incapable de soutenir le progrès social.

Car non seulement la perte d'emplois industriels n'a pas été totalement compensée par les emplois de service, mais surtout, ces emplois dans les services sont généralement moins bien rémunérés, plus précaires et moins qualifiés. La désindustrialisation signifie pour tous les pays qui l'ont connue – Etats-Unis, Royaume-Uni, Espagne, mais aussi France – précarisation et diminution du pouvoir d'achat.

L'endettement et la croissance, qui est une excroissance, de la sphère financière sont des conséquences de cet appauvrissement. Les économies ont cherché dans la finance un moyen de compenser leur perte de substance productive.

Depuis 2002, les politiques libérales ont accompagné la désindustrialisation

Au-delà des coups de menton et des soutiens ponctuels à telle ou telle entreprise, le plus souvent en réponse à l'actualité, la politique de la droite s'est caractérisée par l'absence de véritable stratégie industrielle.

L'idée même d'une politique industrielle a longtemps été considérée comme archaïque. Le but revendiqué de la politique de la droite, parfaitement libérale, n'est pas de piloter ou d'investir dans l'industrie, mais plutôt de créer un environnement favorable à l'activité industrielle. C'est là son insuffisance.

On se contente de créer des aides, mais sans politique de filière ni investissement direct dans des programmes phares, comme ont pu l'être le TGV, l'aéronautique ou le nucléaire. Chacun comprend que dans un environnement ouvert et concurrentiel, une politique de « l'environnement favorable » est une fuite en avant vers les coûts plus faibles, objectif perdu d'avance.

En outre, la politique conduite a été essentiellement française. Les gouvernements de droite ont préféré des objectifs purement nationaux (GDF/Suez, EDF/Vivendi...) à la constitution de champions continentaux (Renault/Volvo, Areva/Siemens...).

En un mot, la politique a été libérale et française, là où elle aurait dû être interventionniste et européenne.

Aujourd'hui, après des années de politiques libérales, nous avons besoin d'un nouvel élan industriel

Il ne s'agit évidemment pas d'en revenir à la politique industrielle des Trente glorieuses, mais il faut prendre acte de l'échec des politiques récentes.

Il faut affirmer clairement quelques principes fondamentaux :

- **Il n'y a pas d'économie forte sans industrie forte.** L'industrie conserve une place centrale dans l'économie. C'est le véritable moteur de l'innovation, des exportations, des services et du progrès social.

- **Il n'y a pas d'industrie sans États forts.**

- **Il n'y a pas d'industrie sans une Europe forte.** Face à la concurrence des pays émergents et des États-Unis, l'europanisation des projets est

une condition sine qua non du succès industriel dans la mondialisation. Aujourd'hui, l'industrie n'a pas besoin de 80 mesures supplémentaires qui viendraient s'ajouter aux nombreux dispositifs existants. C'est probablement ce qu'annoncera le président de la République dans quelques jours lorsqu'il dévoilera les conclusions des états généraux de l'industrie. Mais ce n'est pas d'un nouvel empilement sans vision que viendra le sursaut.

L'industrie française a besoin d'un renversement complet de perspective :

- une politique d'investissement direct et de pilotage stratégique au lieu d'une politique qui se contente de « créer un environnement favorable »,

- une politique qui vise à consolider et à constituer des filières intégrées au lieu d'aides dispersées,

- une politique centrée sur la croissance des PME au lieu d'une approche qui privilégie les grands groupes et les aides sans contreparties,

- un réarmement de la puissance publique dans sa pluralité (Europe, État, régions) et non le laisser-faire libéral,

- une approche européenne au lieu d'une politique hexagonale,

- un soutien beaucoup plus ciblé à la recherche et à l'innovation au lieu de l'arrosoir à large spectre du crédit impôt-recherche.

- un capitalisme du long terme et le rôle décisif de la démocratie sociale au lieu de la domination de la seule logique financière.

Le Parti socialiste a une conviction simple : si la France et l'Europe sont capables de mettre en place les politiques et les outils qui correspondent à ces orientations, alors aucune industrie ne sera plus condamnée à fermer. Aucun secteur n'est condamné, même si tous doivent muter et innover.

Mobiliser tous les outils disponibles de la puissance publique

54 mesures pour l'industrie sont proposées dans le rapport. Voici les principales :

1) **La création d'un Pôle public d'investissement industriel (2P2I).** Ce pôle doit permettre à la puissance publique de participer à l'orientation stratégique de l'industrie. Pour être efficace, il doit être financé massivement, mobilisable rapidement et décliné au niveau territorial sous forme de fonds régionaux d'investissement. Adossé à la Caisse des dépôts et consignations, à la Banque de France, à la Banque postale et à Oséo, ce pôle public de financement et d'investissement industriel, décliné dans toutes les régions, sera un outil majeur du pilotage de la politique industrielle nationale.

Les fonds accordés devraient observer des critères stricts : actionnariat, plan de création d'emplois, dividendes encadrés, excellence environnementale et sociale, présence au capital de dix ans, obligation de réinvestissement dans d'autres PME.

2) Pour inciter les entreprises à opter pour une stratégie de gestion privilégiant l'investissement à long terme, le développement de l'activité et de l'emploi, nous proposons **la modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction des bénéfices réinvestis ou versés sous forme de dividendes.**

3) **Le ciblage stratégique du crédit impôt recherche.** Pour plus d'efficacité et éviter son utilisation comme niche fiscale par les grands groupes (notamment les banques et les assurances), il devrait être davantage ciblé sur les PME et ses critères d'attribution repensés. Une évaluation précise est nécessaire avant toute nouvelle extension du dispositif, ce que refuse le gouvernement.

4) **Construire une vraie politique de filière en sélectionnant les domaines les plus porteurs** et en investissant massivement : santé, énergie durable, bâtiment, transport, technologies de l'information et de la communication (TIC), biens intermédiaires, biens d'équipement et industries de l'environnement, biens de consommation. Cela passe aussi par **des relations moins inégalitaires entre les donneurs d'ordre et les sous-traitants** (paiement direct des sous-traitants de rang 2 et 3, chartes de bonne conduite, possibilité de recours juridiques rapides pour le respect des délais de paiement...).

5) **Favoriser les bonnes pratiques en fournissant une meilleure information aux consommateurs** – citoyens par un étiquetage approprié des produits (localisation géographique des lieux de production ; performance environnementale ; existence, origine et montant des financements publics).

6) **Transformer la gouvernance des pôles de compétitivité, aujourd'hui défailante, en donnant un vrai rôle d'orientation stratégique à l'État et aux régions.**

7) **Décourager les fermetures de sites pour des raisons financières.** Le Parti socialiste a déjà fait des propositions dans ce domaine : augmenter le coût des licenciements pour les entreprises qui versent des dividendes ou rachètent leurs propres actions, possibilité de mise sous tutelle des entreprises en amont des licenciements pour faire cesser les pratiques contraires aux intérêts de l'entreprise et de l'emploi.

> Suite page 4

1997 – 2002

Une politique industrielle synonyme d'implantations d'entreprises et de créations d'emplois

À l'inverse de la désindustrialisation que subit la France depuis 2003, la politique industrielle menée au cours des années 1997 – 2002 s'est traduite par un accroissement de l'emploi industriel, une hausse des investissements directs étrangers, de nombreuses implantations de groupes étrangers en France et la reconversion de sites industriels frappés par des fermetures d'usines.

Contrairement aux mensonges de l'UMP, la gauche avait une vraie politique industrielle et les résultats étaient au rendez-vous.

Depuis, c'est tout le contraire !

Progression de l'emploi, du solde commercial et des investissements directs étrangers

77.000 emplois ont été créés dans le secteur industriel entre 1997 et 2002.

Depuis, près de **500.000 emplois ont été détruits entre 2002 et 2009.**

Le solde commercial industriel hors énergie est **excédentaire jusqu'en 2002**, et croissant de 2000 à 2002, ce qui n'est plus le cas par la suite (excédent de 21 milliards d'euros en 2002). Il devient déficitaire en 2007.

Le flux d'investissement étranger est passé de 20 milliards d'euros en 1997 à 38 milliards en moyenne entre 1998 et 2002, avec un pic à 56 milliards en 2001. C'est sous le gouvernement Jospin que les IDE se sont le plus accrus.

En 2002, grâce à l'action du gouvernement Jospin, la France devient **la deuxième terre d'accueil des capitaux étrangers**. Depuis, elle a régressé.

L'implantation de groupes étrangers en France

Sous le gouvernement de Lionel Jospin, les avantages comparatifs dont pouvaient bénéficier les investisseurs étrangers en venant en France ont conduit à de nombreuses implantations:

- **TOYOTA** avec la création de son usine de fabrication de voitures à Valenciennes en 1998;

- **Behr Automobil Technik**, groupe allemand produisant des climatiseurs pour automobiles, a investi 16 millions d'euros sur trois ans en Lorraine, ce qui a créé 410 emplois à Hambach (1998)

- **Egger**, groupe autrichien spécialiste des panneaux de bois, a investi 70 millions d'euros à Rion-des-Landes (1998) dans un nouveau processus de production, 100 emplois créés;

- **Hans Grohe**, spécialiste allemand de l'équipement sanitaire, a créé une unité industrielle de production de salles de bains à Wasselonne, dans le Bas-Rhin (3,5 millions d'euros d'investissement environ en 2000);

- **Coca Cola Entreprise**, 38 millions d'euros investis sur le site de Clamart (2000);

- **Pacific Europe**, filiale du numéro un coréen du secteur santé-beauté Pacific Corporation, a investi 15 millions d'euros dans la construction d'un nouveau site industriel à Chartres (avril 2002)

La constitution de champions nationaux, européens et mondiaux

Sous le gouvernement de Lionel Jospin, plusieurs champions de taille internationale ont été créés, pour faire face à la concurrence mondiale de grands groupes comme Boeing, en lançant des alliances nationales, européennes et mondiales. Depuis, rien de comparable.

- EADS

Créé le 10 juillet 2000 par la fusion de trois entreprises européennes : l'allemand DASA, le français Aerospatiale - Matra, l'espagnol CASA. Aerospatiale - Matra est issu de la fusion en 1999 de la société d'Etat Aérospatiale et de la société privée Matra (détenue par Lagardère). L'Etat français détient 48% et le groupe Lagardère 33% du capital du nouveau groupe. Le personnel du groupe détient 2% des parts.

- Renault - Nissan

Signature de l'alliance le 27 mars 1999. Les deux entreprises sont liées par des participations croisées. Troisième producteur automobile mondial (sur la base des ventes de l'année 2008), 9% de part de marché mondial (en volume), présence significative sur les grands marchés mondiaux (Etats-Unis, Europe, Japon, Chine, Inde, Russie).

- Areva

Le groupe a été créé en 2001. Il est détenu par le Commissariat à l'énergie atomique (78,9%), l'Etat (5,2%) et la CDC (3,6%). Il compte un réseau commercial dans 43 pays.

Exemples de reconversions de sites

Sous la gauche, lorsqu'un site devait fermer, tout était fait pour la réindustrialisation. Quelques exemples:

- Création d'une entreprise d'électronique à Lannion dans les Côtes-d'Armor, la Société Lannoïnnaise de Produits Electroniques, 70 emplois, dans le cadre de la reconversion du site industriel Alcatel CIT (Décembre 1997);

- Installation sur l'ancien site de Desnoyers, à Laigneville dans l'Oise, d'une unité de production de culasses et de pièces de fonderie en aluminium, de l'entreprise Montupet (1999);

- Réindustrialisation de l'ex-site Chausson de Creil - Montataire, 18 entreprises se sont implantées sur le site, ce qui a permis de créer 280 emplois (1999)

Suicides dans l'industrie

Thalès met en place une cellule d'écoute : après le suicide d'une salariée, Thalès a mis en place une cellule d'écoute et de soutien psychologique sur son site de Châteaubourg.

PSA : un salarié de PSA se suicide sur son lieu de travail à Vélizy-Meudon (10 suicides en 2007 dont deux salariés sur le site de Mulhouse)

France Télécom : après la série de suicides, l'image de France Télécom s'est fortement dégradée dans l'opinion publique (29 ième sur un panel de 30 entreprises)

Renault : suicide –à- domicile d'un ingénieur au Technocentre de Guyancourt, qui avait connu déjà une série de 3 suicides

Chômage

le taux de chômage atteint le seuil symbolique de 10% en mars 2010 : malgré le plan de relance et les mesures sur l'emploi la politique gouvernementale est en échec sur le front du chômage

Banques

HSBC réalise 4,3 milliards d' de profits en 2009

Goldman Sachs

le PDG Lloyd Blankfein de la banque américaine : doit recevoir 9 millions de \$ de prime après plus de 68 millions de \$ en 2008

Plan de départ chez Marionnaud

582 postes sont annoncés à la fermeture sur les 4 200 existant dans les 420 magasins en France soit plus de 10% des effectifs

Proposer à nos partenaires européens la mise en place d'une vraie politique industrielle européenne

L'Union européenne a aujourd'hui une attitude dangereuse en matière industrielle. La politique de la concurrence affaiblit l'industrie européenne. La politique commerciale d'ouverture indiscriminée la fragilise. Et la politique de l'euro cher de la BCE réduit sa compétitivité. Il est urgent de réagir.

La crise et l'émergence des émergents rebatent les cartes. Si nos partenaires européens – à commencer par l'Allemagne – sont encore réticents à plus de coopération européenne en matière industrielle, nous sommes convaincus que la France doit continuer de porter ce message. Car aucun pays n'est à l'abri de la concurrence des émergents.

Nous proposons :

1) **La création d'un grand ministère européen de l'Industrie (MITI européen)** qui aura notamment pour mission de favoriser l'émergence de champions européens et de consolider ceux existants, de lancer un grand emprunt européen permettant de réaliser de grands programmes de recherche et d'innovation et de procéder à des investissements directs de l'Union européenne pour consolider les filières.

2) **Une réorientation des politiques européennes pour créer un cadre macroéconomique et financier adapté au développement de notre industrie et lutter contre le dumping fiscal, social et environnemental au niveau européen.** Cela passe notamment par :

- une gestion politique du taux de change de l'euro par une politique de taux d'intérêt plus offensive
- des écluses fiscales aux frontières de l'Union sur les produits ne respectant pas les normes environnementales et sociales internationales

- mettre réellement fin aux paradis fiscaux et développer la coopération européenne en matière de lutte contre la fraude fiscale et de renforcer les moyens de contrôle de l'administration fiscale

Ce sont quelques exemples des propositions.

Pour les socialistes, la politique industrielle – une politique de croissance par et pour l'industrie – doit être la colonne vertébrale de la politique économique. C'est forts de cette conviction que nous allons continuer de travailler sur ces propositions, notamment dans le cadre de la Convention sur le nouveau modèle de développement qui se déroulera le mois prochain.

Le Parti socialiste est le parti des salariés, des créateurs et des innovateurs, la patrie des PME et des artisans. Parce que ce sont eux qui créent de la richesse et des emplois. Pas des profits pour les plus riches, mais de la croissance pour tous.



GSM « réseau ferroviaire » : R.F.F. privatise par Partenariat Public Privé (P.P.P.) !

Réseau Ferré de France a besoin d'argent et de technicité. Le réseau de téléphonie mobile ferroviaire (technologie GSM-R) vient d'échapper à la maintenance de la SNCF, l'opérateur historique public.

R.F.F. a signé un contrat de Partenariat Public Privé (P.P.P.) avec la société SYNERAIL, entreprise privée détenue par Vinci, SFR, AXA Private Equity (fonds infrastructure) et TDF.

C'est un contrat important puisqu'il est évalué à 1 milliard d'euros. Il a une durée de 15 ans et consiste en l'exploitation et la maintenance du réseau téléphonique cellulaire GSM-R (Rail) utilisé par la SNCF pour ses besoins spécifiques de communication le long de 14 000 kilomètres de voies (sur un réseau qui en compte 29 500 fin 2009).

Le financement de l'investissement sera supporté par les actionnaires de Synerail et par un groupe de banques piloté par le Crédit Agricole. En 2025, selon les termes contractuels, R.F.F. sera

propriétaire du réseau.

Précisons que la norme GSM-R a été adoptée par 17 pays européens et comporte diverses particularités techniques propres à l'utilisation pour le réseau ferré. Elle permet aux agents de conduite de communiquer en mode conférence avec les différentes équipes ferroviaires : régulateurs, équipes de manœuvre... Cette technologie gère la priorité des appels en permettant, notamment, de signaler un obstacle sur la voie. Les informations et les renseignements de signalisation entre les trains et les postes de régulation sont accélérés. Les trains communiqueront leur position et leur vitesse. Le déploiement de cette technologie permettra de transporter et de diffuser les données de l'ETCS (European Train Control System), le système de transmission voie-machine (TVM) normalisé au niveau européen.

Le réseau téléphonique fixe ferroviaire n'est, pour l'instant, pas concerné par cette privatisation ni les fibres optiques mutualisées par la signalisation.

Toutefois, et devant un retour potentiellement important sur investissement, certains syndicalistes cheminots redoutent une accélération de cette forme de privatisation sur l'ensemble du réseau téléphonique. Précisons que plusieurs syndicats cheminots français comme d'autres organisations affiliées à la fédération européenne des transports (salariés) ont déclaré leur opposition aux P.P.P. dans le secteur ferroviaire en dénonçant une privatisation du patrimoine public, dont cette forme de contrat conduit à terme à une privatisation complète, même si elle n'est pas explicite dans sa forme initiale.

Rémi Aufrère

Régionales

Des propositions simples et concrètes pour les entreprises et les salariés

Pendant la campagne pour les régionales, les listes socialistes ont placé l'emploi et le développement des entreprises comme une priorité.

Pour illustrer la compréhension concrète qu'ont nos élus des difficultés du terrain en pleine crise du financement des entreprises par les banques et d'annonce de fermeture de sites de ci-dessous deux exemples : la région île de France qui apporte une solution simple et efficace pour la transmission d'entreprise et la région Haute Normandie qui propose un forum de dialogue et de médiation présidée par la Région pour lutter contre les délocalisations.

- D'ici 10 ans, 200.000 patrons de très petites entreprises franciliennes devraient partir à la retraite. Pour maintenir ces entreprises tout comme les emplois et savoir-faire qu'elles abritent, un fonds régional vient de voir le jour à l'attention des repreneurs. Nous devons relever ce défi et faire en sorte, qu'à cette occasion plus de salariés puissent devenir les repreneurs.

Le fonds de prêt d'honneur « Île-de-France Transmission » est lancé : il va permettre d'augmenter les fonds propres des repreneurs d'entreprises. Il va faciliter leur accès au crédit bancaire en abondant les prêts d'honneur accordés par les associations locales.

Doté par la Région (1.250.000) et la Caisse des dépôts (500.000 euros), ce nouvel outil financier est géré par Île-de-France Initiative pour le compte des 23 plateformes France Initiative et les cinq associations du Réseau Entreprendre. D'autres partenaires pourraient prochainement participer au financement du fonds (Banques Populaires notamment et le Feder).

Comment les candidats au rachat peuvent-ils bénéficier d'Île-de-France Transmission ? Le demandeur doit d'abord obtenir un prêt d'honneur auprès de l'une des associations locales impliquées. C'est une condition indispensable à l'octroi du prêt personnel à taux zéro et sans garantie proposé par Île-de-France Transmission. Le cumul des deux

prêts pourra représenter jusqu'à 50.000 euros, 70.000 euros dans certains cas. Les bénéficiaires pourraient alors obtenir un prêt bancaire supérieur à 200.000 euros. De plus, les projets de reprises doivent remplir trois critères : être profitables, maintenir au minimum l'équivalent de trois emplois à temps plein et avoir un plan de financement de 100.000 euros. Une centaine de projets pourraient être accompagnés durant la première année.

-En haute Normandie l'annonce de la délocalisation possible de la fabrication de la future CLIO 4 à sonner comme un coup de tonnerre. Les candidats de la liste « A Gauche avec Alain Le Vern » Ont fait des propositions concrètes pour l'avenir industriel en Haute-Normandie, notamment un rassemblement des collectivités locales pour un effet levier renforcé afin de soutenir massivement les PME et les entreprises qui investissent dans le territoire, et aussi la Recherche/Innovation à travers le pôle de compétitivité à vocation mondiale Mov'éo. Un renforcement des outils mis en place par la Région (notamment Seinari et Normandie Capital Investissement) pour soutenir l'innovation et l'investissement en privilégiant le réseau des PME-PMI avec la prise de participation de la Région dans les projets favorisant la conversion technologique et écologique de notre tissu industriel. Enfin, une initiative originale : le forum des industries et territoires.

Ce Forum Régional des Industries et des Territoires, instance permanente de dialogue et de médiation sera présidée par la Région réunira les représentants syndicaux, des entreprises et des territoires, ainsi que l'Etat. Sur simple droit d'alerte des salariés menacés par une délocalisation, le Forum étudiera les solutions pour préserver l'activité et protéger l'emploi.

Pierre-Alain WEILL

Les régions socialistes se mobilisent contre la crise

Poitou-Charentes

La région a signé un protocole avec **Solaire direct** pour la réalisation de panneaux solaires permettant la création de 80 emplois environ en 2011

Île de France : des réponses à la crise par une région de gauche

Politique active pour l'emploi : création et sauvegarde de 150 000 emplois.

Formation garantie tout au long de la vie : 100 000 apprentis en IDF-135 M consacrés aux missions locales
-Formations des salariés : 150 000 bénéficiaires.

Accès des PME-PMI au crédit bancaire : 460 M
-16 M pour les petites entreprises artisanales
-12 M pour les entreprises sociales et solidaires

Soutien aux entreprises innovantes : 10 M en 2009 de participation au capital -20M depuis 2008 dans le cadre du dispositif PM'UP

Facilitation de la reprise d'entreprises : Fonds de prêts d'honneur de 14M mis en place

contact@huchon2010.fr

Anti dumping ! Progressons ensemble

Comme dans tout engagement, celui de l'entreprise repose sur des ressorts individuels. L'objectif à atteindre, les moyens d'y parvenir, sont eux, plus ambitieux, plus efficaces s'ils sont collectifs.

En cette période de chaos, pas de vision collectives de sortie de crise, pas de grands projets industriels nationaux ou Européen. Le risque de replis sur soi est réel, pour nos pays, pour nos entreprises.

Nos différents travaux en cours sur la politique industrielle, l'innovation, les PME, ou la démocratie sociale nous montrent chaque fois au contraire, l'intérêt qu'il y a à mutualiser nos efforts entre les entreprises, par bassin d'emploi, par branches, au niveau national ou européen.

Un membre du GSE PME m'a transmis une lettre qu'il venait de recevoir d'un cabinet de conseil juridique et fiscal d'Alicante en Espagne. Ce courrier commençait par cette accroche : montez une société en Espagne, c'est l'Europe ! Incitation au développement de nos PME par l'ouverture de filiales

pour aider nos exportations, pas vraiment. Après avoir précisé que l'ouverture d'une SARL pouvait se faire par carte bancaire en quelques minutes, suivait la liste des bonnes raisons de devenir un chef d'entreprise, européen certes mais Ibérique. Pas de recherche sur votre passé d'entrepreneur ou à la banque de France, des cotisations sociales et retraite de 263 par mois quel que soit le chiffre d'affaire, pas de CSG ni de CRDS, pas de taxes sur les véhicules, pas de taxe pro... J'arrête là l'énumération vous aurez compris. Dernière banderille, le courrier indiquait que la résidence en Espagne n'était pas requise et que la société ainsi montée pouvait bien sur ouvrir une filiale en France. Le dumping, qu'il soit fiscal, social ou environnemental est un poison. Nous devons le combattre.

Dans cette période où le doute incite à re-

penser nos schémas de fonctionnement. Soyons plus ouverts pour des solutions entre salariés, inter entreprises, trans-régionaux, internationaux. Tout est fait pour nous en dissuader et entretenir l'individualisme. Il faut se sentir en confiance pour partager et construire ensemble. Moins de précarité, moins de mise en concurrence sur des critères qui tirent toujours vers le bas sont le moteur de notre développement. C'est là que nous devons investir, syndicalisation, partage des connaissances, règles de régulation du marché, protection des marchés selon des critères établis en commun.

La droite chaque jour tente de nous culpabiliser, elle devrait relire les bases même du management sans confiance pas de changement.

Pierre-Alain Weill



La Bourse française délocalisée à la City de Londres

L'été dernier, profitant de la torpeur estivale, un communiqué anodin de New-York Stock Exchange Euronext (société privée regroupant les bourses de New-York, Paris, Bruxelles, Amsterdam) du 22 juillet annonce le transfert de la plate-forme informatique des ordres boursiers d'Aubervilliers à Londres.

Autrement dit le « cœur du réacteur » de la bourse française sera anglais ! Alors même que le Royaume-Uni n'a pas adopté l'Euro !

Malgré les atermoiements de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), on voit mal comment cette décision d'un groupe privé, lui-même coté en bourse, pourrait être remise en cause.

Cet événement était pourtant prévisible : passé sous les fourches caudines de la bourse new-yorkaise en 2006 avec la bénédiction de la droite, contre un projet européen d'alliance avec la bourse allemande, Euronext se

vide de sa substance française pour garnir les effectifs et les savoir-faire de la City de Londres. Outre la suppression de plusieurs centaines d'emplois du centre informatique d'Aubervilliers d'Euronext, les conséquences seront plus désastreuses encore : la place financière de Paris, directement liée à Euronext, emploie 300 000 personnes ; l'Université française en dépend aussi, notamment dans une des ses composantes mondialement reconnue, les mathématiques économiques. OPA réussie sur notre matière grise financière qui, de fait, est invitée à faire ses valises pour traverser la Manche, voire l'Atlantique. Que dire aux entreprises fran-

çaises qui espéraient, une fois la crise passée, trouver des financements à la désormais défunte « Bourse de Paris » ? La droite au pouvoir signe là une de ses plus grosses fautes économiques et financières : l'abandon complet de notre compétence nationale dans les marchés d'actions. Le Président Sarkozy, en atlantiste convaincu, s'en réjouit sans doute. Nous, socialistes, aidons concrètement nos entreprises, et en particulier nos PME, à trouver des financements de proximité grâce à la mobilisation des régions dont nous avons la charge. Cela fait une différence.

Laurent Blaizac

La Grande Evasion le vrai scandale des paradis fiscaux

Nous saluons le courage de Xavier HAREL, auteur du livre « LA GRANDE EVASION Le vrai scandale des paradis fiscaux » (éditions BROCHE), qui a aussi consacré son ouvrage aux actions menées par le groupe de travail Détergents et Cosmétiques », du syndicat CFDT.



Nous regrettons que l'ouvrage ne connaisse pas une plus grande couverture médiatique, dans la mesure où toutes les difficultés et les contraintes que nous vivons aujourd'hui, trouvent pour origine ces montages financiers tournés vers la défiscalisation. Il faut savoir que l'évasion fiscale est financée

par tous les citoyens Français. D'ailleurs, l'ampleur des conséquences de ce phénomène qui prive progressivement l'état de ses ressources budgétaires va de la suppression des postes d'enseignants dans les écoles, les collèges, les lycées, les facs, en passant par nos retraites, les comptes sociaux, les hôpitaux, jusqu'au stress et aux suicides dans les entreprises pour finir par la remise en cause du droit du travail et de la démocratie.

Alors que les gouvernements successifs depuis 2002/2003 n'ont pas réagi, et que nous dénonçons déjà le risque de paupérisation de notre pays liée à cette « débâcle financière » (32 milliards de perte de l'Impôt sur les sociétés (I.S.) fin 2008), nous constatons une sérieuse dégradation de la situation des Français. Comme nous l'écrivions voici plusieurs années, le monde poli-

tique ne pourra pas échapper à un grand débat sur les effets désastreux de ce laisser aller, qui sont tous imbriqués.

L'Etat devrait revoir également les crédits d'impôts « recherche et développement » qu'il verse aux grandes entreprises pour ne pointer que les moindres « du secteur automobile à la cosmétique » qui font des bénéfices et réduisent leurs effectifs. D'ailleurs, il a été demandé officiellement au Secrétaire d'Etat à l'Industrie, le remboursement de la somme de 1, 2 millions d' que le groupe Unilever a perçu à ce titre, alors qu'il annonce la fermeture d'un service de recherche et développement à l'usine du Meux et la suppression de 32 emplois le 17 novembre 2009. Dans ces conditions, comment ne pas penser que ces crédits d'impôts recherche financent les fermetures de sites et les licenciements ?

La représentation nationale doit se saisir sans tarder de ce dossier des conséquences des délocalisations fiscales... ! Elle ne peut rester indifférente à ce gâchis et à cet appauvrissement des ressources publiques.

Jean-Claude Rech

ALCATEL-LUCENT : Un cas d'école Les salariés d'ALCATEL-LUCENT face à l'ARCEP

4e plan social depuis la fusion ALCATEL-LUCENT : près de 4000 postes supprimés en Europe, 800 rien qu'en France.

Outre les mobilisations habituelles contre la direction du Groupe, les syndicats ont décidé de mettre l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et Postales) devant ses responsabilités en organisant une manifestation devant son siège. Ce qui se joue aujourd'hui, c'est la pérennité industrielle de la filière télécom en Europe. Les directives européennes mènent à la concurrence à tout crin, la dérégulation totale du secteur. Elles sont déclinées par l'ARCEP en France, qui ne remplit alors pas sa mission de développement de l'emploi.

Depuis plusieurs années, c'est la mise en concurrence des opé-

rateurs (4e licence mobile finalement attribuée à Free) et des équipementiers du monde entier sur le sol européen est destructeur d'emplois. Face aux groupes chinois ou indiens bénéficiant du soutien de leurs Etats, de normes environnementales et sociales bien différentes des nôtres, et adoptant des pratiques commerciales déloyales, l'industrie européenne est à la peine.

Le très fort développement de la téléphonie mobile et de l'Internet en Europe a été par des choix technologiques imposés. La norme GSM, alors choisie en Europe, a permis l'investissement massif dans ces technologies à

débouchés assurés. Désormais, seul le marché est censé décider des bons choix technologiques. Dès lors, les industriels hésitent à investir dans technologie. Pendant ce temps, la Chine impose ses propres normes et développe des produits compétitifs.

La France et l'UE – la France au sein de l'UE, doivent définir une politique industrielle permettant l'investissement massif dans l'industrie numérique, domaine d'avenir. Créer les tuyaux amènera mécaniquement des contenus innovants. Et une forte création de richesse.

Stéphane Lovisa

Sortie de crise aux Etats-Unis en changeant de modèle économique

L'administration américaine cherche à basculer d'un modèle économique centré sur la consommation intérieure à un modèle où la croissance serait tirée par les exportations : outil utilisé : un dollar faible (1,5\$ pour un)

Aéronautique British Airways

annonce la suppression de 1700 emplois sur ses 14 000 salariés.

Boeing

perte de 1,6 Mld au troisième trimestre

Baisse des salaires chez Air Lingus

pour réaliser 74 millions d' sur les salaires Air Lingus va supprimer 489 postes sur les 3900 employés actuellement en place

Eurocopter

en raison de la crise 15% d'économie sur les structures, sans licenciements

Menace de désengagement de Carrefour de l'Amérique Latine

sous la pression de son actionnaire, le fonds Colony Capital, Carrefour pourrait se désengager du Brésil, d'Argentine et de Colombie, pour réaliser le cash qui lui fait défaut

Baisse de 27% du CA de Trigano

en 2008-2009 notamment due aux pertes sur les véhicules de loisirs

Baisse des mises en chantier de 20% en un an dans l'immobilier en général et de 25% pour le logement social

Goodyear

selon la CGT 817 postes sont menacés de licenciement à l'usine Good Year d'Amiens et aucun investissement n'est réalisé de façon à entrainer le déclin de l'activité industrielle.

Les engagements d'Obama pour soutenir l'industrie américaine

En octobre dernier B. OBAMA a confirmé l'intervention de la puissance publique dans la vie économique américaine en confiant au ministre du commerce la mise en place d'un nouvel office fédéral destiné à soutenir les start-up et les entrepreneurs dans les domaines de leur formation, de leur financement, du conseil et de l'accès aux données.

Pour le secteur automobile il avait pris sept engagements électoraux :

1. Imposer une norme de consommation maximale d'essence de 6,9/100 km en 2020, assortie de 4 milliards de subvention à l'industrie pour rénover les usines afin de les aider à respecter cette norme.
2. Mettre en circulation un million de véhicules hybrides d'ici 2015 et créer ainsi des emplois à haute valeur ajoutée.
3. Créer un crédit de taxes à l'achat d'une voiture à technologie évoluée pouvant atteindre 7 500\$ (et même 12 500\$ pour les camions, véhicules réputés les plus pollués).
4. Etablir une norme plafond pour les émissions de CO2.
5. Faire la promotion de la production de gaz naturel (et du reliquat de pétrole), dont les gisements

sont très importants aux USA.

6. Investir dans les technologies propres et créer 5 millions d'emplois nouveaux dans ce secteur. L'investissement serait de 150 milliards sur dix ans pour commercialiser les voitures électriques, les sources d'énergie renouvelables, et disposer d'un réseau moderne de distribution d'électricité.

7. Faire passer de 10% en 2012 à 25% en 2025 les sources d'énergie électrique propre pour l'ensemble des USA.

Le calendrier envisagé initialement ne sera sans doute pas tenu, notamment lorsqu'il concerne des ruptures technologiques importantes. Nous devons en Europe et en France relever les mêmes défis si nous ne voulons pas être dépassés par ce programme ambitieux, ce qui est loin d'être programmé et même pas envisagé avec cette ampleur par le gouvernement français qui a minimi-

sé son engagement auprès de nos constructeurs en le limitant à quelques mesures d'accompagnement du développement de la voiture électrique, et a abandonné dans ce domaine les PME particulièrement vulnérables dans ces mutations technologiques, qui nécessitent un énorme effort d'innovation, inaccessible à leur niveau, sans un soutien public fort.

Les tabous libéraux sont en train de disparaître aux USA. Qu'attendons-nous pour réformer le libéralisme économique qui apparaît maintenant comme un archaïsme, nous ayant conduit à la catastrophe que vivent actifs et chômeurs de l'industrie : un retour de l'état dans l'économie s'impose. Le plus vite sera le mieux.

Yves Beguin



Rapt sur les subventions d'état et licenciement des salariés

Les subventions que touche STMicroelectronics, dont l'état est actionnaire à 13,8% procèdent de diverses sources. Sans avoir mené des recherches exhaustives dans ce domaine, on peut déjà établir le bilan suivant : à part les subventions directes on peut mentionner 200 millions de crédit Impôts Recherches en 2009 et les 153 Meuros au titre du déficit fiscal que STMicroelectronics a « acheté » en même temps que le siège social de NXP situé à Caen lors de la création de la 1ère co-entreprise en août 2008.

L'aide la plus visible est celle accordée dans le cadre du programme « nano 2012 », en plus de celle attendue du grand emprunt.

1 – La convention nano 2012

En résumé voici les subventions reçues :

Total : 652 Meuros dont 477 Meuros par l'Etat et 175 Meuros par les collectivités territoriales

La répartition des aides de l'Etat est la suivante: 324 Meuros pour STMicroelectronics et 153 Meuros pour les partenaires.

En contre-partie il aurait dû y avoir création de 660 emplois.

Mais ST-Ericsson a déjà prévu d'en supprimer 346 en France avec les 2 plans de restructuration en cours (246 annoncés en juin 2009 , 100 annoncés en décembre 2009).

D'autre part chez STMicroelectronics des mesures sont en cours pour supprimer des effectifs en utilisant des accords de GPEC. A la fin de l'exercice il est probable qu'il y aura plus d'emplois supprimés que d'emplois créés. Au niveau mondial c'est 1200 emplois qui devraient être supprimés.

2 – Grand Emprunt

Selon un document d'origine du ministère de l'industrie du 6 novembre 2009, il est mentionné

que la 2ème entreprise mentionnée à ce titre est STMicroelectronics dont un des projets retenus est « Très Haut débit à la norme LTE (4G) ».

Ce projet sera développé (il est d'ailleurs déjà engagé, principalement en Suède, Finlande , Angleterre) par ST-Ericsson puisqu'il s'agit de téléphonie mobile. C'est typiquement un projet dans lequel Caen aurait du être impliqué.

C'est sur cette nouvelle norme de téléphonie que travaille la société ICERA que C. Estrosi dit avoir convaincu de s'implanter à Sophia Antipolis.

Cerise sur le gâteau : les bonus, financés, il faut bien en convenir par l'état, seront attribués à moins de 10% des petits salaires de ST Ericsson mais à 100% des dirigeants.

Chroniques du chaos énergétique : émoluments de président(s)

Ce qui faisait, il y a encore peu de temps, la fierté de l'industrie française dans le monde, ce qui constituait le moule robuste de l'économie de la France et du bien-être quotidien des Français, ce qui garantissait son indépendance vis-à-vis des soubresauts de la géopolitique et de la finance mondiales, le système énergétique français, bâti autour des entreprises publiques EDF-GDF, plonge aujourd'hui dans la confusion absolue, le chaos organisé et le scandale.

Fondé sur des principes établis sagement à la libération du pays en 1946, basé sur la rupture avec le capitalisme financier et rentier des Compagnies des Eaux, Lyonnaise-Suez et Générale, qui était issu du second empire et qui avait progressivement conduit à la catastrophe au cours de la première partie du vingtième siècle, ce système donnait toute satisfaction aux Français.

L'abandon par Sarkozy de Gaz de France à Suez-Lyonnaise des Eaux et sa privatisation, au cours de l'été 2008, à quelques jours de l'éclatement de la crise financière dont le monde souffre toujours durement aujourd'hui, la nomination par le même Président à la tête d'EDF du Président de Véolia-Générale des Eaux sont les deux symboles de ce grand bond en arrière imposée à notre pays en matière énergétique.

La régression est manifeste, le chaos ne parvient même plus à être dissimulé par la débauche de propagande orchestrée par les services de communication des monstres industriels bricolés à la hâte et les arguties politiciennes qui en ont cousu les enveloppes législatives successives qui craquent de toute part (combien de lois sur le sujet depuis 2002 ?...).

La déconfiture du nucléaire français, ridiculisé en Finlande, à la peine en France, et même finalement repoussé brutalement à Abou Dhabi au profit de l'entreprise d'électricité coréenne nationalisée Kepco, en est une manifestation nouvelle en ce début d'année 2010. Elle s'ajoute aux augmentations des prix, aux conflits sociaux, à la répression contre les salariés, aux alertes du RTE sur la Bretagne et PACA, à toutes ces dégradations progressives ou brutales du service public de l'énergie observables par tous depuis qu'il a été fait en sorte

que ce ne soit plus des entreprises publiques nationalisées qui l'assurent et que le secteur a été précipité, de plus à contretemps complet du point de vue même de ceux qui y étaient intéressés, dans la sphère financiarisée qui y a introduit la spéculation et y prélève une dîme délicieusement récurrente.

Le projet de loi NOME, annoncée cette semaine, comme celui sur la taxe carbone, sont la traduction juridique de ce chaos énergétique patent et de l'incapacité des lois précédemment adoptés ces dernières années à fonctionner. Ne doutons pas que le duopole privé GDF-Suez-Lyonnaise des Eaux et EDF-Véolia-Générale des Eaux trouveront encore à cette occasion les arguments, pas seulement idéologiques, pour les rendre conformes à leurs intérêts très privés. Mais, la France sait d'expérience que leurs motivations ne sont pas compatibles avec un fonctionnement sain, serein et pérenne du système énergétique, que leurs buts sont contradictoires par essence avec les nécessités des politiques d'investissement et de sécurité d'approvisionnement absolument nécessaires en ce domaine énergétique.

Comme pour conforter son nouveau pouvoir et lui conférer une légitimité, et pratiquement un an après que Cirelli et Mestrallet se soient accordés des stocks-options mirifiques auxquelles ils durent renoncer finalement (ce qui n'empêchera pas toutefois Cirelli de tripler son salaire, enrichissement sans autre cause que la privatisation réussie de Gaz de France, dont bénéficieront également nombre de cadres dirigeants de l'ex-GDF, dans ce qui s'apparente à un véritable pacte de corruption) au terme d'une campagne de presse analogue, Sarkozy et l'oligarchie, qui l'appuie et qu'il nourrit, effectuent aujourd'hui la même pe-

tite manoeuvre autour d'un autre grand patron de génie, dont il faudrait récompenser l'aptitude supposée à prendre en mains EDF et le nucléaire français, après qu'il ait passé la totalité de sa vie professionnelle dans les petits commerces de l'eau entre amis.

A la fin septembre 2009 dernier, au lendemain de l'université d'été du PS à La Rochelle, le Groupe Socialiste National d'Entreprises Energie EDF-GDF soumettait au débat les réflexions et interrogations que suscitait en son sein la future nomination par N. Sarkozy de H. Proglio à la tête d'EDF. Elles annonçaient malheureusement déjà avec précision les développements actuels. N'est-ce-pas cette réflexion qu'il faut approfondir d'urgence avant que le paysage énergétique français ne soit plus qu'un champ de ruines, en dépit des ressources considérables que le pays, les usagers de l'électricité et du gaz, et ses salariés lui consacrent de plus en plus ?

Jean Lions

http://energiesocialiste.free.fr/Editions/CR/Documents/CR_220909_def.pdf



Economie réelle

La lettre du secrétariat national à la politique industrielle, aux entreprises et aux nouvelles technologies

Directeur de publication : Guillaume Bachelay ; **Rédacteur en chef :** Patrick Ducôme ; **Membres du comité de rédaction :** Yves Beguin, Pierre-Alain Weill, Chérif Ba, Xavier Henry.